



**Groupe d'Économie
Solidaire du Québec**

DE LIMA 1997 A AUJOURD'HUI : AVANCEES ET DEFIS DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

**Message de solidarité du GESQ[□] à la
IV^e Rencontre du RIPESS Amérique Latine et Caraïbes
René Lachapelle, président du GESQ**

<http://www.uqo.ca/ries2001/gesq/>

Le GESQ est très honoré de répondre à l'invitation de prendre la parole à l'occasion de la 4^e Rencontre du RIPESS-ALC. Cela nous donne l'occasion de saluer la vigoureuse participation de la région Amérique Latine et Caraïbes à l'essor et à la promotion de l'économie solidaire. Vous représentez, à l'échelle internationale, la région la mieux organisée et la plus déterminée dans le processus de promotion de l'économie sociale et solidaire. Nous sommes d'autant plus fiers et à l'aise de l'affirmer que le GESQ comme coalition nationale au Québec[□] a participé dès sa naissance à Lima en 1997 à la fondation du mouvement qui a pris le nom de RIPESS, et que nous avons été à même d'observer de près l'évolution du RIPESS-ALC car nous étions présents à vos délibérations à Cochabamba (Bolivie), à La Havane (Cuba) et à Montevideo (Uruguay). Avec vous, le GESQ porte le souci des membres fondateurs que ce mouvement crée de **véritables dispositifs de solidarité** et de coopération de proximité Nord-Sud et Sud-Sud **plutôt que des relations internationales** toujours quelque peu diplomatiques. Le leadership du RIPESS-ALC est déterminant dans la dynamique intercontinentale du RIPESS.

La crise globale et ses impacts dramatiques

Les événements des dernières années rendent manifeste la crise du capitalisme mondialisé. La financiarisation de l'économie et le laisser-faire déstabilisent l'économie réelle, bouleversent les sociétés et acculent les populations à de sévères privations. Les inégalités sociales se creusent dans tous les pays et entre les pays du Nord et ceux du Sud. La recherche de la maximisation des profits détruit les systèmes de production alimentaire au point où 1,1 milliards de personnes souffrent de la faim. Elle désorganise la production au point où des millions de personnes se retrouvent sans travail décent. Elle stimule la surconsommation, le pillage des ressources et le gaspillage énergétique pour se maintenir. Elle menace l'équilibre climatique de la planète et donc les conditions de vie de millions de personnes. Quant aux objectifs de développement convenus à l'échelle internationale, ils ne se concrétisent jamais. Ce diagnostic que vous faites, nous le partageons et nous persistons à affirmer qu'il nous faut à la fois **RÉSISTER** aux forces destructrices et **CONSTRUIRE** des alternatives qui mettent en place des économies sociales et solidaires à la mesure de chaque localité, de chaque nation et de chaque continent dans le respect de nos diversités.

Nous partageons la conviction que la participation de la société civile et la démocratisation des régimes font partie de la solution dans la mesure où elles redonnent aux populations les moyens d'agir sur leurs conditions de vie. Mais les initiatives populaires ont besoin d'un écho au niveau des politiques publiques locales, nationales et internationales pour promouvoir un autre développement. La promotion de l'économie sociale et solidaire est plus que jamais d'actualité : nous faisons partie de la solution et nous devons nous donner les moyens de le démontrer et, surtout, de mettre en place une économie au service des personnes. Développer des initiatives pour les mettre en réseaux à l'échelle de chaque communauté locale, de chaque pays, de chaque continent mais aussi du monde, c'est l'ambition que nous partageons. Vous vous proposez de « faciliter le dialogue entre les réseaux d'économie solidaire et de commerce équitable » afin de « promouvoir l'économie solidaire et l'édification de la démocratie économique et politique ». Nous partageons cet objectif et nous souhaitons être vos partenaires pour y arriver.

Les avancées et les reculs d'une décennie d'efforts pour développer le RIPPES

Si nos grands défis affrontent la crise du capitalisme en luttant contre l'exclusion et les inégalités sociales, en affirmant la nécessité de la souveraineté alimentaire et en prenant en compte l'urgence écologique, nous avons aussi **des défis à l'interne** de nos organisations. Au Québec et en Amérique du Nord, nous avons expérimenté des tensions importantes entre les organisations autour de certaines priorités et orientations.

La prise de conscience de la portée mondiale des enjeux locaux a modifié notre conception de la solidarité Nord-Sud : les coopératives, les syndicats, les associations paysannes et les associations communautaires sont sollicitées par des initiatives de coopérations à diverses échelles et les ressources ne sont pas à la mesure des défis. Dans ce contexte, quelles stratégies doivent-elles adopter? Souvent reliées à des fédérations internationales, comment peuvent-elles s'inscrire dans des réseaux continentaux comme **espaces de délibération** pour la promotion de l'économie solidaire de manière à prendre en compte la nécessaire intégration territoriale des actions? C'est une condition essentielle si nous voulons réaliser un développement durable qui soit cohérent à l'échelle de toutes les collectivités locales où se vivent les défis de la solidarité et des États nationaux qui demeurent par leurs choix de politiques publiques les principaux régulateurs de l'économie. **Il ne suffit pas de pratiquer des relations internationales.** Nous devons aussi reconnaître et soutenir **la logique de solidarité sociale qui est le moteur de nos initiatives.** Nous demeurons convaincus que c'est d'abord à l'échelle continentale que nous arriverons à construire une autre mondialisation qui repose sur le respect de nos différences et le soutien de nos réalités respectives. Le RIPPES n'est pas et ne doit pas être une organisation concurrente des grandes organisations internationales, mais **un espace de délibération** dans lequel se rencontrent les acteurs de ces grandes organisations.

Les choix politiques du gouvernement du Canada s'orientent vers des restrictions dans le soutien aux actions de solidarité internationale, provoquant ainsi une rareté de ressources qui menace l'existence de plusieurs organisations québécoises et canadiennes. Ce virage idéologique menace les acquis de plusieurs décennies de coopération entre les

organisations de la société civile en déplaçant l'aide publique internationale d'abord vers les actions intergouvernementales en fonction des priorités de la nouvelle politique canadienne. Comme la richesse est au Nord, les moyens de nos organisations pour contribuer aux initiatives de solidarité Nord-Sud sont affectés. C'est peut-être l'occasion de mutualiser nos ressources en misant davantage **sur la réciprocité** dans nos coopérations, car le plus grand danger sur ce terrain c'est certainement que le Nord prenne le contrôle des opérations au nom de sa capacité d'action. Il ne faudrait pas que le leadership revienne aux organisations capables d'assumer les factures, alors que nous avons besoin d'une solidarité ouverte. À cet égard, nous estimons que le principe d'alternance Nord-Sud doit demeurer déterminant dans la dynamique du RIPESS. Au-delà de la tenue de rencontres alternativement au Nord et au Sud, c'est une participation équitable des organisations du Sud et une place qui corresponde à leur réalité qu'il faut assurer.

Le défi de nous organiser soulève nécessairement des questions sur nos modes d'organisation particulièrement au niveau des instances continentales du RIPESS. Au Québec, nous avons vécu l'an dernier une division au sein des organisations d'économie solidaire lorsque le Chantier de l'économie sociale a quitté le GESQ en revendiquant l'exclusivité de représentation de l'économie sociale québécoise à l'international. Le GESQ maintient toutefois sa préoccupation de garder sa liaison avec le RIPESS. Le choix clair et déterminé de la majorité des organisations membres du GESQ est en effet de poursuivre leur travail **en coalition** sur le terrain de la promotion de l'économie sociale et solidaire. Nous venons de terminer la cinquième édition de l'université d'été sur le thème de la souveraineté alimentaire qui a réuni une centaine de participants d'organisations coopératives, paysannes, syndicales, féministes et écologistes du Québec et de délégués du Brésil et du Mali. Nous sommes partenaires de la Conférence internationale organisée par le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité en septembre prochain et nous aurons le plaisir d'y retrouver des représentants du GRESP et des réseaux d'économie solidaire d'Afrique de l'Ouest (Sénégal et Burkina-Faso) de même que des représentants de l'Alliance coopérative internationale (ACI), du Bureau international du Travail (BIT), des Rencontres du Mont-Blanc et du Conseil européen des

coopératives de travail (on peut consulter le programme de la conférence au <http://www.projetdesociete.coop/>).

Assumer les tensions, une occasion de relever de nouveaux défis

Le GESQ continue de miser sur la **solidarité de proximité** entre celles et ceux qui s'organisent au Nord comme au Sud pour développer des alternatives. Dans le contexte où émergent de nouveaux défis et se définissent de nouvelles orientations, le GESQ estime qu'il y a de la place pour la diversité. C'est un trait distinctif des mouvements sociaux québécois d'être diversifiés et néanmoins solidaires autour d'enjeux collectifs. La dynamique du RIPESS-North America, majoritairement anglophone, pose de nouveaux défis : s'il y a un passage obligé d'inscrire notre action dans une dynamique continentale fortement marquée par le néolibéralisme et de développer des solidarités avec les initiatives progressistes qui s'y déploient, il y a aussi **une difficulté à faire reconnaître les caractéristiques distinctives de la réalité québécoise**. Nous estimons qu'il y a beaucoup à faire pour que le RIPESS-NA soit vraiment un espace de dialogue interculturel respectueux du Québec et puisse, de ce fait, apporter une contribution originale au RIPESS. À cet égard, l'expérience du RIPESS-ALC nous intéresse particulièrement.

Nous sommes aussi préoccupés par les fortes inégalités d'accès à la scène internationale entre le Nord et le Sud. Produire des documents et les distribuer, envoyer des délégations à des réunions et des manifestations, avoir accès aux médias et aux gouvernements sont des activités qui exigent des ressources qui sont souvent inaccessibles pour la majorité des organisations du RIPESS. Cela menace le caractère démocratique de nos réseaux : lors que ceux qui ont les ressources prennent le contrôle des opérations au nom de leur capacité d'action, c'est la vitalité démocratique qui en souffre et ce sont les organisations du Sud qui souffrent des nouvelles règles de l'aide publique internationale.

Nous savons qu'il sera exigeant de relever ces défis, mais nous estimons qu'ils font partie de la dynamique du RIPESS. Nous avons le souci que les rapports entre les réseaux continentaux ouvrent un espace de débat démocratique et de réflexion collective basée sur le partage d'expériences et la recherche d'une meilleure intégration des diverses

initiatives à la visée de l'économie sociale et solidaire. Nous souhaitons que le RIPESS devienne **un espace international de délibération** plutôt qu'une organisation concurrente des organisations internationales existantes. Sur ce terrain, notre participation sera pleine et entière et nous comptons sur nos rapports de solidarité avec le RIPESS-ALC.

BONNES DELIBERATIONS ET LONGUE VIE AU RIPESS-ALC!

-
- ¹ Le GESQ est un réseau de réseaux québécois d'économie solidaire qui sont engagés dans des actions de coopération Nord-Sud et la promotion de l'économie solidaire et le commerce équitable. C'est l'un des réseaux fondateurs du RIPESS depuis Lima (1997) jusqu'à Lux'09. Le GESQ organise chaque année dans diverses régions du Québec une université d'été qui est un espace d'information et de débats. Il est aussi associé à diverses conférences et séminaires nationaux et internationaux pour la promotion de l'économie solidaire. Le GESQ réunit des organismes de toutes les régions du Québec (Canada).

Le GESQ, comme coalition d'organisations d'économie solidaire et d'organisations de promotion et de soutien au développement de ce type d'initiatives, représente, politiquement parlant, une très grande partie de ce qui se fait au Québec en termes d'économie sociale et solidaire. Depuis dix ans, comme coalition québécoise, le GESQ représente aussi en grande partie la solidarité Nord-Sud assumée par le mouvement des agriculteurs (UPA-DI), le mouvement coopératif avec SOCODEVI et le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM), les organisations de coopération internationale regroupées dans l'AQOCI), la Caisse d'économie solidaire Desjardins (CSN), l'Union des municipalités du Québec (UMQ) et les instances de recherche universitaire. Les organisations québécoises membres du GESQ sont les organisations qui soutiennent, dans les faits, les créneaux stratégiques clés de développement de l'économie solidaire dans les pays du Sud : l'agriculture, la finance de proximité et la santé. Nous avons participé cette année à l'Asian Forum for Solidarity Economy à Tokyo (Japon) et aux travaux universitaires menés en Équateur et en République Dominicaine. Nous préparons une délégation au Forum social mondial de Dakar et la 6^e Université d'été en 2011.

- ² Le Québec est reconnu depuis peu et de façon plutôt symbolique comme «nation» par le gouvernement fédéral canadien. Mais les Québécois qui constituent à majorité des francophones au Canada, reconnaissent le gouvernement du Québec comme celui de leur État national. Longtemps considéré comme l'une des communautés fondatrices du Canada, le Québec a été réduit au statut de province comme les autres par la Constitution canadienne de 1982, constitution qu'aucun gouvernement québécois n'a reconnue depuis. Les années 1960 ont marqué la naissance d'un fort mouvement pour que le Québec soit reconnu comme État national. La plupart des mouvements sociaux et des organisations membres du GESQ ont une identité d'abord québécoise, ce qui explique que notre coalition se nomme le *Groupe d'économie solidaire du Québec*. Pour nous, le terme national renvoie à l'identité québécoise.